

la mobilisation des soignants

Généraliste, aide-soignante, infirmière, infectiologue et réanimateur, ils affrontent l'épidémie du Covid-19. Chaque semaine, «La Croix» leur donnera la parole.

Comme eux, l'ensemble des soignants, y compris ceux qui rejoignent en masse la réserve sanitaire, sont mobilisés.

Le manque de matériel, en particulier de masques, pèse pourtant sur leur engagement et fait polémique, jusqu'aux bancs de l'Assemblée nationale.

Les personnels médicaux en première ligne

— L'épidémie de coronavirus a engagé un mouvement de mobilisation inédit de tous les soignants. Et ce, quel que soit leur métier.

Il y a des signes qui ne trompent pas. Lorsque l'Ordre des médecins a passé un appel pour rejoindre la réserve sanitaire, l'effet a été immédiat. «De 22 000, nous sommes passés à 34 000 volontaires en moins de sept jours : des médecins, des secrétaires médicales, des chirurgiens-dentistes, des diététiciens, des psychomotriciens», raconte l'ancienne députée Catherine Lemorton, responsable de ce dispositif auquel les hôpitaux peuvent faire appel pour obtenir du renfort en cas de crise.

Dans l'histoire de la Réserve, qui regroupe tous les personnels médicaux, quel que soit leur métier, c'est du jamais-vu. En quelques jours, 300 soignants ont déjà été envoyés dans presque toutes les régions de France. «Les demandes viennent de partout, qu'il s'agisse d'hôpitaux, de centre de santé pour des personnes précaires ou d'Ehpad», poursuit cette responsable. Le chiffre peut paraître bas, en comparaison des 34 000 volontaires qui se sont déclarés disponibles. «À vrai dire, tous les profils ne correspondent pas. On ne va pas envoyer un podologue faire de la réa», explique Catherine Lemor-

ton. Mais cela montre le niveau de mobilisation.»

Alors que l'épidémie du coronavirus ne fait qu'amplifier, c'est peu dire que l'hôpital et son personnel sont mobilisés. Et l'on ne compte plus, sur Internet, les appels adressés par des structures qui recherchent des infirmiers ou des médecins, dans un contexte où le Plan blanc, qui permet de réorganiser l'hôpital face à une crise sanitaire, est déjà engagé dans la plupart des régions.

«Évidemment, on sera là pour mener la guerre dont parle Macron, mais nous aussi on a peur. Et nous non plus, on n'a pas envie de mourir.»

Certains hôpitaux proposent aux personnels de revenir sur leur temps de repos et d'être payés en heures supplémentaires. C'est le cas à Brive et Périgueux, où, d'ailleurs, la clinique de la Marche, un établissement privé, a fermé afin que son personnel vienne renforcer les équipes du centre hospitalier.

Parfois, de tels chamboulements viennent aussi faire res-

sortir des tensions dans un milieu déjà éprouvé par les coupes budgétaires de ces dernières années. «Les personnels soignants étant particulièrement confrontés au virus, ils devraient avoir une prime de risque, estime ainsi Noria Benrabah, aide-soignante aux Hospices civils de Lyon et déléguée syndicale. On met notre vie en danger et celles de nos proches, en particulier ceux qui vivent avec une personne souffrant de diabète ou d'un cancer.»

«Beaucoup d'efforts ont été faits au niveau de la direction pour nous fournir des masques, mais il n'est pas rare que des gens les mettent de côté, de peur d'une pénurie», témoigne-t-elle encore. Soucieuse de préserver sa fille de 18 ans, même si elle sait les jeunes moins vulnérables au virus, Noria Benrabah s'inquiète également pour les patients qui ne sont pas touchés par le Covid-19. «Et si moi, je les contaminais ?» Puis elle ajoute : «Évidemment, on sera là pour mener la guerre dont parle Macron, mais nous aussi on a peur. Et nous non plus, on n'a pas envie de mourir.»

Au sein des hôpitaux, tous les personnels sont sur le pont, y compris ceux qu'on ne voit pas ou peu. À l'image de cette technicienne de laboratoire à l'hôpital, qui préfère rester anonyme : «Même s'ils ne sont pas en contact direct avec les patients, les techniciens de laboratoires doivent répondre présents pour toutes les analyses, 24 heures sur 24. Or le dépistage du Covid-19



est long et complexe, et pendant ce temps-là, le technicien ne peut pas faire autre chose.»

Dans certaines cliniques, des soignants ont changé de métier, allant prêter main-forte aux aides-soignants. Dans d'autres, on a formé en urgence des étudiants en école d'infirmiers à se servir d'un respirateur arti-

ciel. À vrai dire, peu de professions échappent à la mobilisation générale exceptionnelle que vit aujourd'hui le personnel soignant. Et ce bien au-delà de la «première ligne» constitué par ceux qui travaillent aux urgences, en réanimation et dans les services de traitement des maladies infectieuses. ●●●

En Chine, plus aucune contamination «locale»



C'est un cap symbolique : le ministère chinois de la santé a annoncé jeudi 19 mars n'avoir enregistré aucune nouvelle contamination d'origine locale par le coronavirus. Par ailleurs, seuls huit nouveaux décès ont été enregistrés au cours des dernières 24 heures, portant le bilan national à 3 245. Mais la Chine fait désormais face à un nouveau danger : les cas importés, dont 189 sont recensés à ce stade. «Nous ne devrions jamais permettre que la tendance positive, obtenue au prix de grands efforts, soit inversée», a mis en garde le président Xi Jinping, lors d'une réunion du Parti communiste chinois (PCC). Pour éviter que les personnes venant de l'étranger ne relancent une épidémie endiguée sur son sol, la Chine impose désormais une quarantaine à tout nouvel arrivant dans le pays.